



Météo France a subi des mouvements sociaux qui ont fortement mobilisé son personnel en métropole et outre mer ces derniers mois.

Même si ces mouvements sont suspendus pour l'instant, le personnel de Météo France reste vigilant quant à la suite donnée aux discussions en cours sur :

- le nouveau contrat d'objectifs
- le plan stratégique qui est un avant goût de la restructuration – destruction des services publics dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP)

Le personnel de Météo France en Polynésie Française l'a bien compris en soutenant massivement le 5 juin leurs collègues visés directement par ces réformes en métropole même si vous semblez écrire sur votre courrier du 11 juin que la DIRPF n'est pas concernée. Vous n'avez pas à juger de la pertinence d'un mouvement de soutien à une grève, quelle qu'elle soit.

Vous écrivez aussi que « les stations des îles ne jouent pas de rôle de représentation de Météo France ni institutionnel ni commercial » mais leur présence suffit à véhiculer l'image d'excellence chère à notre établissement auprès des populations locales et cet impression que vous donnez de minimiser cette représentation ne valorise pas le travail effectué par les agents de Météo France sur les îles.

Au sujet de la fermeture des stations nous ne pouvons pas vous laisser écrire « que celle-ci a été validée de façon paritaire en CTP local » puisque le SAMF/FO a toujours été opposé à ces fermetures (Hereheretue, Bora-Bora, Takaroa, Tubuai, Rapa).

En ce qui concerne le réseau de radio-sondage, les dés étaient pipés d'avance puisque le dossier était déjà ficelé entre la DIRPF et la DSO comme vous nous l'avez dit en séance après nous avoir laissé discuter pour rien après des heures en CTP local.

Ces CTP deviennent un dialogue consultatif à sens unique et vous comprendrez mieux pourquoi les agents de Météo France se mobilisent et se mobiliseront encore pour montrer leur détermination face au nouveau contrat d'objectif et autre plan stratégique. Rien encore ne laisse prévoir que la DIRPF ne sera pas touchée par des réformes visant à remettre en cause notre représentativité à tous les niveaux.